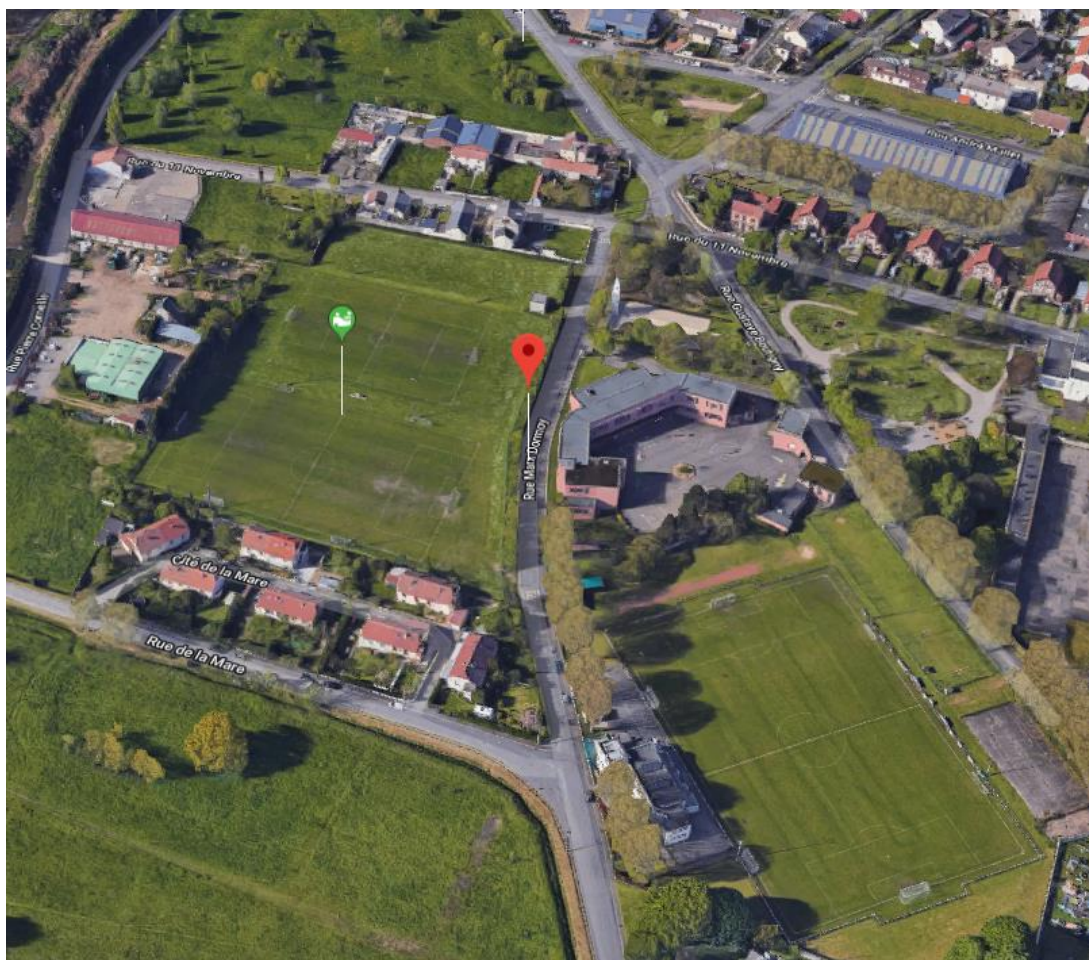


COMMUNE DE GRAND QUEVILLY

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE AU DECLASSEMENT DE VOIRIE RUE DORMOY



Notice explicative

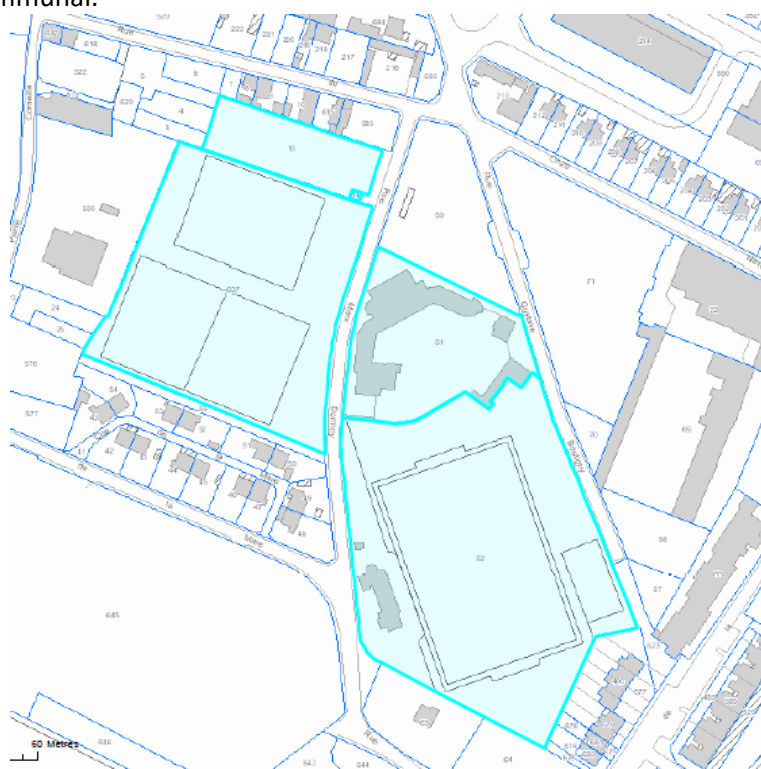
SOMMAIRE

1. Contexte du projet de déclassement	p 3
2. Cadre juridique	p 4
3. Organisation de l'enquête publique	p 5
4. Caractéristiques de la rue Dormoy	p 7
Conclusion	p 12

1 - CONTEXTE DU PROJET DE DECLASSEMENT

Après avoir fait le constat que le vestiaire sportif existant n'est plus réhabilitable, la Ville de Grand Quevilly a pris la décision d'aménager le centre sportif Delaune avec la construction d'un second vestiaire. Cet équipement doit permettre de répondre aux nouvelles normes sportives et à la loi sur l'accessibilité.

Actuellement, les terrains de foot sont situés de part et d'autre de la rue Max Dormoy. Les enfants traversent cette rue pour se rendre du vestiaire sur les terrains d'entraînement, même en fin d'après-midi ou en soirée. Malgré un éclairage public satisfaisant, la ville considère que ces traversées des enfants engendrent une insécurité. Cette rue ne desservant que le stade et l'école Jean Jaurès, la commune a sollicité la Métropole Rouen Normandie pour engager une procédure de déclassement afin d'intégrer cette voie dans son projet global de réaménagement du site, après transfert dans le domaine privé communal.



Ce secteur d'équipements sportifs situé dans le bourg présente un caractère paysager et assure une coupure verte entre les quartiers pavillonnaires et les zones industrielles.

La rue Marx Dormoy est positionnée entre la rue du 11 novembre et la rue de la Mare. Cette voie est à ce jour classée complètement dans le domaine public, ouverte à la circulation de véhicule routier et entre dans une gestion normale Métropolitaine. Elle est constituée de la chaussée elle-même et des trottoirs qui la bordent du fil d'eau jusqu'à la limite bâtie ou clôturée.



2-CADRE JURIDIQUE

Les voies communales ou métropolitaines se composent des voies publiques affectées à la circulation générale, ayant fait l'objet d'un classement dans le domaine public routier par le Conseil Municipal. Elles sont en principe inaliénables et imprescriptibles. Les collectivités qui souhaitent céder une partie de ces espaces doivent donc respecter une procédure aboutissant à leur déclassement du domaine public.

Trois Codes régissent les procédures de déclassement : le Code de l'urbanisme, le Code de la voirie routière et le Code des relations entre le public et l'administration.

Code de l'urbanisme

L'Article L318-3 stipule :

« La propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitations peut, après enquête publique ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale et réalisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration, être transférée d'office sans indemnité dans le domaine public de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées.

La décision de l'autorité administrative portant transfert vaut classement dans le domaine public et éteint, par elle-même et à sa date, tous droits réels et personnels existant sur les biens transférés.

Cette décision est prise par délibération du conseil municipal. Si un propriétaire intéressé a fait connaître son opposition, cette décision est prise par arrêté du représentant de l'Etat dans le département, à la demande de la commune.

L'acte portant classement d'office comporte également approbation d'un plan d'alignement dans lequel l'assiette des voies publiques est limitée aux emprises effectivement livrées à la circulation publique.

Lorsque l'entretien des voies ainsi transférées entraînera pour la commune une charge excédant ses capacités financières, une subvention pourra lui être allouée suivant les formes de la procédure prévue à l'article 248 du code de l'administration communale. »

L'Article R318-10 indique que :

« L'enquête prévue à l'article L. 318-3 en vue du transfert dans le domaine public communal de voies privées ouvertes à la circulation publique dans un ensemble d'habitation est ouverte à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées.

Le maire ouvre cette enquête, après délibération du conseil municipal, le cas échéant à la demande des propriétaires intéressés.

Le dossier soumis à l'enquête comprend obligatoirement :

1. La nomenclature des voies et des équipements annexes dont le transfert à la commune est envisagé,
2. Une note indiquant les caractéristiques techniques de l'état d'entretien de chaque voie,
3. Un plan de situation,
4. Un état parcellaire.

Le conseil municipal doit donner son avis sur ce projet dans un délai de quatre mois.

Avis du dépôt du dossier à la mairie est notifié dans les conditions prévues par l'article R. 141-7 du code de la voirie routière aux personnes privées ou publiques propriétaires des voies dont le transfert est envisagé. L'enquête a lieu conformément aux dispositions des articles R. 141-4, R. 141-5 et R. 141-7 à R. 141-9 du code de la voirie routière.

Les dispositions de l'article R. 318-7 sont applicables à l'enquête prévue par le présent article. »

Code de la voirie routière

L'Article L141-3 annonce que :

« Le classement et le déclassement des voies communales sont prononcés par le conseil municipal. Ce dernier est également compétent pour l'établissement des plans d'alignement et de nivellement, l'ouverture, le redressement et l'élargissement des voies.

Les délibérations concernant le classement ou le déclassement sont dispensées d'enquête publique préalable sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

A défaut d'enquête relevant d'une autre réglementation et ayant porté sur ce classement ou déclassement, l'enquête rendue nécessaire en vertu du deuxième alinéa est ouverte par l'autorité exécutive de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie, et organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration.

L'enquête prévue à l'article L. 318-3 du code de l'urbanisme tient lieu de l'enquête prévue à l'alinéa précédent. Il en va de même de l'enquête d'utilité publique lorsque l'opération comporte une expropriation. »

L'Article R*141-4 stipule que :

« L'enquête publique prévue au deuxième alinéa de l'article L. 141-3 s'effectue dans les conditions fixées par la présente sous-section. Un arrêté du maire désigne un commissaire enquêteur et précise l'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et les heures et le lieu où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations. La durée de l'enquête est fixée à quinze jours. »

Code des relations entre le public et l'administration

Article L131-1 énonce que :

« Lorsque l'administration décide, en dehors des cas régis par des dispositions législatives ou réglementaires, d'associer le public à la conception d'une réforme ou à l'élaboration d'un projet ou d'un acte, elle rend publiques les modalités de cette procédure, met à disposition des personnes concernées les informations utiles, leur assure un délai raisonnable pour y participer et veille à ce que les résultats ou les suites envisagées soient, au moment approprié, rendus publics. »

Article L134-1 indique que :

« Sans préjudice de dispositions particulières figurant dans d'autres textes, le présent chapitre régit les enquêtes publiques qui doivent être organisées par l'administration et qui ne relèvent ni du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ni du code de l'environnement. »

3-ORGANISATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE

La constitution du dossier d'enquête publique

Les modalités de l'enquête publique préalable au déclassement des voies communales ou métropolitaines sont fixées par les articles R141-4 à R141-10 du code de la voirie routière.

Le dossier soumis à enquête comprend :

- La délibération de mise à enquête,
- La notice explicative du projet,
- Un plan de situation des voies concernées et un plan parcellaire,
- Un plan topographique,
- La liste des propriétaires des parcelles riveraines, au droit des aliénations.

La mise à l'enquête

Conformément à l'article L141-3, lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie, le dossier doit faire l'objet d'une enquête publique.

Le commissaire enquêteur est désigné par arrêté de Monsieur le Président de la Métropole. Ce même arrêté précise l'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et les heures et le lieu où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations.

Conformément à l'article R 141-4 du Code de la Voirie routière, la durée de l'enquête est fixée à quinze jours.

Afin d'informer le public, conformément aux dispositions de l'article L131-1 du Code des relations entre le public et l'administration et de l'article R 141-5 du Code de la Voirie routière, les modalités de la publicité ont été fixées de la façon suivante :

- Publication dans deux journaux locaux
- Affichage d'avis d'enquête publique à la Métropole Rouen Normandie et à la mairie de Grand Quevilly.
- Affichage de l'arrêté d'ouverture d'enquête publique à la Métropole Rouen Normandie et à la mairie de de Grand Quevilly.

Les observations formulées par le public sont recueillies sur un registre d'enquête ouvert à cet effet. Ce registre, à feuillets non mobiles, est coté et paraphé par le commissaire-enquêteur (Code de la Voirie routière, article R 141-8).

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est clos et signé par le commissaire enquêteur qui dans le délai d'un mois transmet au Président de la Métropole le dossier et le registre accompagnés de ses conclusions motivées.

L'approbation

Les classements et déclassements sont approuvés par le Bureau Métropolitain au vu des résultats de l'enquête. Lorsque les conclusions du commissaire enquêteur sont défavorables, le Bureau peut passer outre par une délibération motivée (Code de la Voirie routière, article L 141-4).

Le déclassement du domaine public métropolitain, consécutif à l'approbation, sera officialisé par la mise à jour du document cadastral.

En cas de contestation

La validité du classement peut être contestée comme celle de tous les actes administratifs.

Tout riverain qui estime que c'est à tort qu'un déclassement a privé sa propriété de certains droits, peut contester la légalité du déclassement.

Le propriétaire peut exercer un recours contre la décision approuvant le déclassement et qui doit être introduit dans le délai de deux mois à compter de la publication de l'acte approuvant le déclassement. Les recours sont formés devant les tribunaux administratifs.

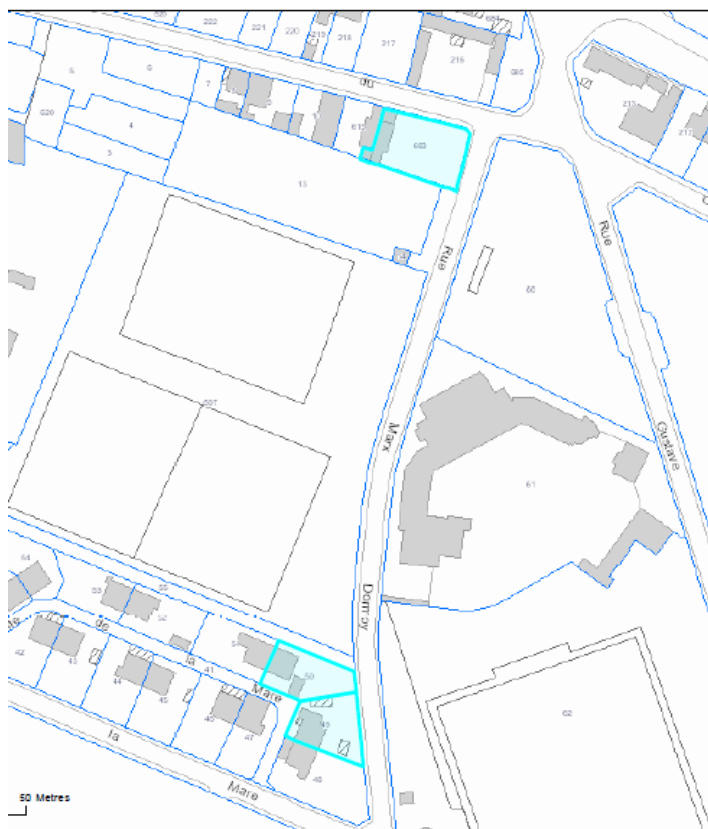
4-CARACTERISTIQUES DE LA RUE DORMOY

Cette voie dessert quelques maisons d'habitation situées dans la partie sud de la voie, les infrastructures sportives de part et d'autre dans sa partie centrale et un groupe scolaire dans sa partie nord.

L'axe, objet du projet, ne supporte qu'un trafic routier peu dense et, aucune ligne régulière de transport en commun ne l'utilise. Les principaux trafics se font par les rues de la République et Sadi Carnot. Les besoins du quartier limités à la desserte locale de quelques maisons individuelles et des terrains de sport pourront se reporter sur les rues de la Mare, Pierre Corneille et du Onze Novembre qui ceignent le site.

Seuls trois propriétaires possèdent une parcelle jouxtant directement la rue Dormoy (AL 49, AL50 et AL683). Toutes les autres parcelles appartiennent à la collectivité (AL 14, 13, 60, 48, 61, 62, 607).

Ces terrains possèdent tous une possibilité de desserte par une autre rue, leur portail d'entrée automobile ne s'ouvre pas sur la rue transférée.



Sur sa partie ouest du sud au nord, elle dessert une allée enherbée qualifiée en impasse. Cette impasse est utilisée par les licenciés et les services d'entretien de la ville.

Les cheminements piétons sont assurés par deux trottoirs et deux passages protégés. Aucuns aménagements particuliers liés aux cycles existent sur cette voie.



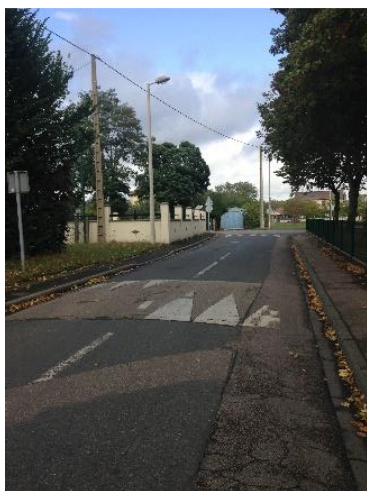
Nomenclature actuelle de la voie

Statut	Voie publique ouverte à la circulation
Longueur totale	226m
Largeur moyenne de chaussée	5,55m
Largeur trottoir Ouest	1.30m
Largeur trottoir Est	1.33m
Caractéristique de la chaussée	Voirie bombée constituée d'une assise en tout venant recouverte d'une succession d'émulsions gravillonnées type bicouche, présence de nombreuses tranchées « réseaux divers » comblées recouvertes de béton bitumineux. Voirie étanche en état d'usage, quelques nids de poule en rive sont constatés.
Surface de la chaussée complète	1243m ²
Surface des trottoirs Ouest et Est	297m ²

Etat des lieux

a. Chaussée

La chaussée de constitution légère est formée d'une assise en tout venant recouverte d'une succession d'émulsions gravillonnées type bicouche. Elle est bordée de deux trottoirs constitués de bordures T2/CS2 en fil d'eau et P1 en fond de trottoir Ouest. La chaussée et les trottoirs sont dans un mauvais état général d'usage et présente certaines anomalies comme :



Tranchées longitudinales et transversales conséquence de travaux sur les réseaux



Nids de poule



Faïençage



Emergences



b- Signalisation horizontale, verticale et aménagements routiers

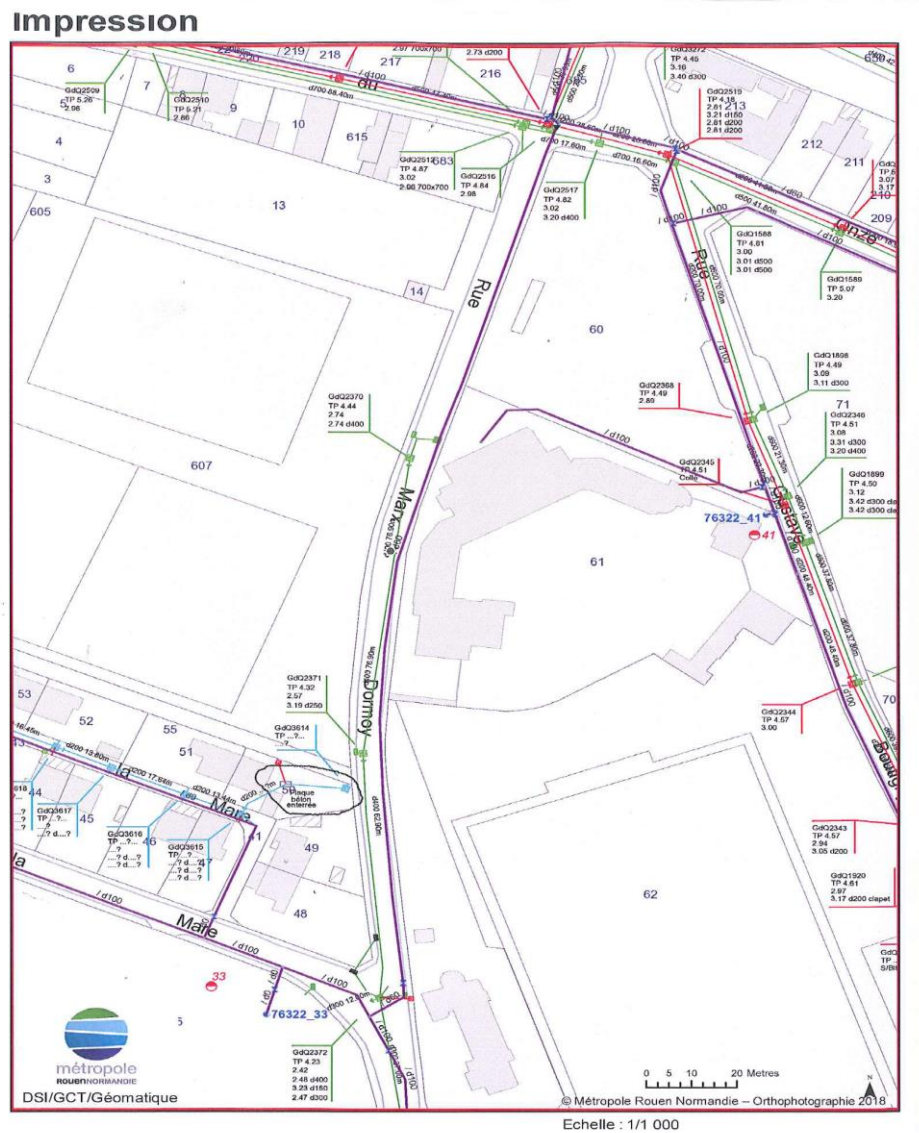
La voie est limitée à une vitesse de 30 km/h, elle est aménagée de deux ralentisseurs et de deux passages protégés. Les signalisations de police et directionnelle sont complètes.



- Réseau assainissement et Eau potable

Il existe un réseau pluvial DN 400 mm sur un linéaire de 140 mètres qui sera rétrocédé au domaine privé.

Une conduite d'eau potable DN 60 permet de mailler entre les rues de la Mare et rue du Onze Novembre. La Métropole étudie actuellement la solution pérenne pour, soit déconnecter ce réseau afin d'éviter le passage d'une canalisation publique sur du domaine privé, soit proposer la rédaction d'un titre avec une servitude de passage active permettant aux différents concessionnaires d'accomplir leurs missions.



- Eclairage

Le réseau électrique est aérien côté gauche sur support commune BT, plutôt vieillissant. Il devient souterrain sur le côté droit alimentant la rue du 11 Novembre.

Une armoire de distribution est implantée sur cette rue.

La présence de ces réseaux pourrait imposer la mise en place de servitudes continues et actives car les services de la Métropole et les concessionnaires auront besoin d'accéder à ces équipements.



CONCLUSION

La présente enquête publique s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de transfert d'une voie dans le domaine privé communal, ayant pour conséquence une modification des fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

La commune de Grand Quevilly a sollicité la Métropole pour engager cette procédure foncière afin de pouvoir disposer de la maîtrise foncière dans le but de l'intégrer dans un projet global d'aménagement visant à améliorer durablement les conditions d'utilisation de ces équipements sportifs et de sécurité pour les usagers. L'établissement d'une ou plusieurs servitudes devra être formalisé afin de concilier la volonté de la commune qui, par ce transfert, s'engage à l'entretien de la voirie et des espaces verts.



Au terme de cette enquête et après étude du commissaire enquêteur, le conseil métropolitain décidera des suites à donner à la procédure.